

Israël. Le chef du parti d'extrême droite Israël Beiteinou, Avigdor Lieberman, est pressenti pour devenir le prochain ministre israélien des Affaires étrangères. Une perspective qui a de quoi inquiéter.

Avigdor Lieberman a notamment suggéré que des prisonniers palestiniens remis en liberté soient «transportés en autocar vers la mer Morte, pour y être noyés».

PHOTOS: AFP

Attention! Virage à droite

Au Proche-Orient, la politique continue de prendre les faibles chances de paix en otage. Alors que les négociations entre le Fatah et le Hamas se poursuivent en Egypte pour tenter de constituer un gouvernement d'union nationale, un accord de coalition a été conclu dimanche 15 mars entre le Likoud, le parti israélien de droite du Premier ministre pressenti Benjamin Netanyahu et Israël Beiteinou («Israël notre maison»). Ce parti d'extrême droite, mené par Avigdor Lieberman, avait été consacré troisième force politique lors des dernières élections générales israéliennes du 10 février, derrière le parti centriste Kadima (28 députés) de Tzipi Livni, l'actuelle ministre des Affaires étrangères, et le Likoud (27 députés). Avec 15 députés sur un total de 120 mandats à la Knesset, Israël Beiteinou a même dépassé les travaillistes d'Ehoud Barak (13 députés). Par conséquent, et bien que le Likoud ne soit pas arrivé en tête du scrutin, le président israélien Shimon Peres a chargé Netanyahu, qui peut s'assurer le soutien des partis d'extrême droite, de former un nouveau gouvernement. L'après avoir essuyé

les refus de Kadima et des travaillistes, Netanyahu a donc fini par trouver en Israël Beiteinou un premier partenaire pour constituer un gouvernement d'union. Une évolution prévisible mais inquiétante.

Un «faiseur de roi» fasciste

Car, selon l'accord conclu entre les deux parties, Lieberman se verrait attribuer le portefeuille de ministre des Affaires étrangères. Or, cet ex-vidéur de boîte de nuit originaire de Moldavie, connu notamment pour ses propos anti-arabes, est un anti-diplomate par excellence. Par le passé, il a suggéré au président égyptien Hosni Moubarak «d'aller au diable», a proposé d'utiliser la bombe atomique contre le barrage d'Assouan et contre Téhéran, et a suggéré que des prisonniers palestiniens remis en liberté soient «transportés en autocar vers la mer Morte, pour y être noyés». Récemment, il a conseillé de «combattre le Hamas comme les États-Unis ont combattu les Japonais».

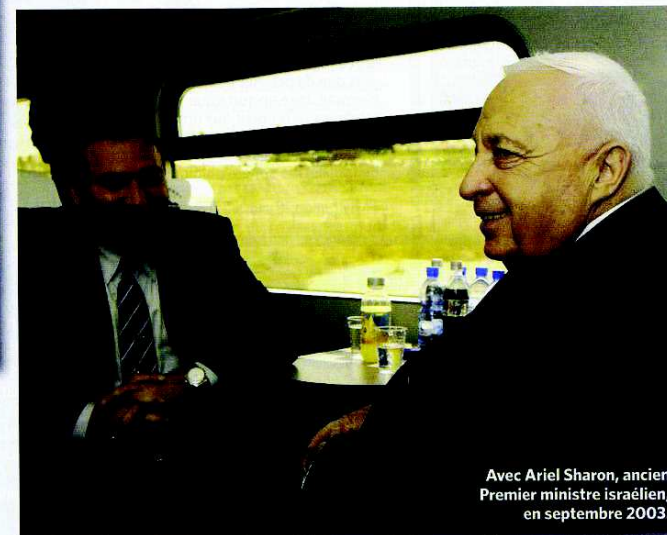
Pour lui, les députés arabes de la Knesset sont «de département de la terreur». Il lui est ainsi arrivé de dire au député Mohammed Barakei : «Dans un pays communiste, ils vous auraient envoyé au peloton d'exécution».

D'où l'inquiétude exprimée par le député Ahmad Tibi qui a appelé «les chefs de diplomatie européens à ne pas rencontrer ce fasciste qui prône l'expulsion des Arabes». Au lendemain de l'accord, l'Egypte, s'est évidemment dite préoccupée pour la paix au Proche-Orient. «Nous sommes confrontés à un facteur négatif qui, potentiellement, peut créer des dégâts, à savoir l'émergence d'un gouvernement d'extrême droite en Israël», a déclaré à Bruxelles le chef de la diplomatie égyptienne Ahmed Aboul Gheit. Le ministre palestinien des Affaires étrangères Riad Malki s'était également inquiété de voir un «gouvernement anti-paix» arriver au pouvoir en Israël. Quant au diplomate en chef de l'UE Javier Solana, il a déclaré que les Européens seront «prêts à travailler normalement avec un gouvernement israélien qui accepterait de travailler pour une solution à deux États». «Si ce n'était pas le cas, la situation serait différente», a-t-il ajouté.

Dans son programme électoral, si Lieberman se dit pour la création d'un Etat palestinien, c'est à condition que les Arabes israéliens, soit 1,5 million de personnes, soient transférés dans les Territoires palestiniens et ce, afin de préserver «l'identité juive d'Israël».



Par le passé, Lieberman a suggéré au président égyptien Hosni Moubarak «d'aller au diable».



Avec Ariel Sharon, ancien Premier ministre israélien, en septembre 2003.

Sans surprise, il a posé comme préalable à l'accord paraphé la reconnaissance des colonies juives en Cisjordanie en échange des terres sur lesquelles vivent les Arabes israéliens. Dans cette même logique, il exige que tous les Israéliens prêtent un serment de loyauté à l'égard d'Israël comme condition de leur citoyenneté. A cet égard, la position de Netanyahu n'est guère plus rassurante puisque celui-ci va jusqu'à rejeter l'idée de création d'un Etat palestinien et parle d'une «paix économique» qui permettrait d'améliorer les conditions de vie des Palestiniens en Cisjordanie. Lorsqu'il était Premier ministre de 1996 à 1999, Netanyahu s'était d'ailleurs opposé à la politique du président américain Bill Clinton au Proche-Orient, souhaitant que les discussions avec les Palestiniens portent sur des questions économiques et non sur des questions territoriales.

Casse-tête politique

Mais au sein même du Likoud, une certaine grogne est perceptible. Car, selon l'accord, Israël Beiteinou devrait également être en charge d'autres portefeuilles majeurs : la Sécurité intérieure, les Infrastructures, le Tou-

risme et l'Intégration. Des députés qui se voyaient ministres estiment que Netanyahu a promis trop de portefeuilles à ses alliés. Et ce n'est pas tout. Lieberman souhaite en effet que l'actuel ministre de la Justice, Daniel Friedman, un juriste controversé qui veut réduire les prérogatives de la Cour suprême, reste en place. Pas étonnant lorsque l'on sait que Lieberman est soupçonné de corruption, de fraude, de blanchiment d'argent et d'abus de confiance. Selon les enquêtes en cours, il aurait reçu de très importantes sommes d'argent en provenance de l'étranger pour financer ses campagnes électorales. Mais le pire reste encore à venir. En effet, une coalition du Likoud avec Israël Beiteinou ne suffirait toujours pas à constituer une majorité au Parlement. Netanyahu s'est donc tourné vers les autres petits partis d'extrême droite, à savoir le Shass (ultra-orthodoxes sépharades, 11 députés), la Liste Unifiée de la Torah (ultra-orthodoxes ashkénazes, 5 députés), ainsi que l'Union Nationale (4 députés) et le Foyer juif (3 députés). Pour désamorcer les critiques montantes de la communauté internationale, Netanyahu pourrait encore chercher à élargir ce cabinet. Si les négociations avec Tzipi

Livni ont jusqu'à présent échoué, les deux parties se sont néanmoins rencontrées à nouveau en secret. Tzipi Livni préconise d'évacuer des dizaines de milliers de colons juifs de Cisjordanie pour les regrouper dans des blocs d'implantations, et exige en conséquence que le prochain programme gouvernemental stipule la nécessité de créer un Etat palestinien aux côtés d'Israël, comme le souhaite l'administration Obama. De plus, elle demande à ce que soit mise en place une rotation partielle du pouvoir : le Likoud gouvernerait au moins 3 ans, et Kadima le reste du mandat qui dure en tout 4 ans et 8 mois. Deux conditions que Netanyahu continue de refuser. Or, le temps presse. Le Premier ministre israélien doit de toute façon se présenter jeudi 19 mars devant le Parlement pour faire connaître son équipe. Toutefois, le délai imparti par le président israélien Shimon Peres à Benjamin Netanyahu pour former le cabinet peut être prorogé jusqu'au 3 avril. Dans cet imbroglio, la plus grande inconnue reste sans nul doute le positionnement des États-Unis face à un tel gouvernement. Pour l'heure, silence radio.

AMINA BOUBIA